

LE PAYS DE VAUD ET L'ENSEIGNEMENT AU MOYEN-AGE

Jean-Daniel MOREROD, professeur d'histoire médiévale à l'Université de Neuchâtel,
Espace, 1991, n° 11-12, pp. 4-5 (Publication du Département des infrastructures, Lausanne).

On n'écrira jamais une histoire purement vaudoise de l'enseignement au Moyen-Age, et cela pour deux raisons : les sources locales manquent presque complètement jusqu'au XIII^e siècle et, dès qu'elles apparaissent, c'est pour nous montrer des Vaudois obligés de parachever leurs études hors du pays. Aussi bien, tentons une esquisse européenne.

L'enseignement romain a survécu à l'Empire, pour disparaître peu à peu entre le V^e et le début du VII^e siècle ; dès lors plus personne n'a reçu – ni par le préceptorat familial, ni par des écoles municipales – la culture antique traditionnelle. Elle a été remplacée par une culture cléricale, fondée surtout sur le latin de la Bible. Il n'y a alors rien qui ressemble à un système scolaire, ni programme, ni diplôme. Au contraire du monde antique, seul un très faible pourcentage de la population sait lire et écrire ; ce sont presque seulement des clercs, formés dans les églises et les monastères, avant tout pour les besoins de la liturgie.

La tradition qui fait de Charlemagne l'inventeur de l'école n'est pas totalement absurde : sa législation va imposer aux évêchés et aux monastères d'organiser des centres d'enseignement ; dans le même temps, on reprend le « programme » de l'éducation antique « les sept arts » : d'abord grammaire, rhétorique et dialectique, puis arithmétique, géométrie, astronomie et musique.

La réforme carolingienne implique aussi le retour au latin classique, comme langue administrative, savante et liturgique, marquant durablement la vie intellectuelle européenne et l'enseignement : à côté de sa langue maternelle, l'ecclésiastique, le haut fonctionnaire, le savant, écrit et parle une langue morte.

Il ne faut pas croire aux effets immédiats de la législation carolingienne et imaginer des écoles monastiques et cathédrales un peu partout en Europe. Mais quelques centres vont vivre, St-Gall, St-Benoît-sur-Loire, Liège, Reims, Laon... On y amasse les textes, réétudie la science antique et met au point de nouvelles techniques de travail intellectuel. Or, aux XI^e-XII^e siècles, le monde du Haut Moyen-Age, où les villes ne jouaient guère de rôle, où les rapports entre gens reposaient sur la mémoire et non sur l'écriture, où l'on se passait largement de monnaie et de comptabilité, va céder la place à son contraire. L'Europe connaît un immense essor démographique, social et économique ; c'est alors que va se manifester l'importance de l'apport de la réforme carolingienne et de ses écoles. Le besoin de connaissances et de techniques intellectuelles neuves précipite les gens vers les écoles qui leur paraissent répondre à leurs intérêts ; la situation est longtemps changeante, mais, à la fin du XII^e siècle, de nouveaux centres d'enseignement s'institutionnalisent : les Universités.

L'apparition des Universités, aux XII^e-XIII^e siècles, marque le début du système scolaire que nous connaissons : programmes, examens, passages obligés, diplômés. Mais c'est un sommet sans base ; l'Université médiévale n'admet pas, comme de nos jours, les étudiants au vu de leurs titres gagnés dans les échelons inférieurs du système. On y commence ses études souvent très jeune (14-15 ans), et ce qu'on sait déjà – lire, écrire, compter... – est utile, mais peu importe comment on le sait. L'Université dispense en son sein ce qui est aujourd'hui du ressort des collèges et des gymnases : la faculté des Arts (qui reprend plus ou moins les sept arts dont nous venons de parler) est en général la première étape de l'étudiant ; il se lance ensuite en théologie, en droit canon, en droit civil ou en médecine, les quatre autres facultés médiévales. Cela n'empêche pas qu'un enseignement inférieur existe ; églises et monastères continuent à instruire leurs clercs. Et puis les villes commencent à organiser des écoles, pour répondre aux nouveaux besoins du droit et du commerce.

Il est temps d'en venir au pays de Vaud, maintenant que les sources le permettent. Les années 1150-1250, sont capitales, comme presque partout en Europe ; c'est le passage à l'écrit, à une société urbaine, dont nous parlons plus haut. Il y a ouverture sur l'extérieur. Le pouvoir pontifical, l'Ordre de Cîteaux, bientôt la Savoie, placent leurs hommes. En sens inverse, les Vaudois commencent à

fréquenter les Universités : on voit, au début du XIII^e siècle, un curé, puis le chef des chanoines de la Cathédrale « aller aux Écoles » ; en 1237, le fils du seigneur d'Oron, Jean, fait ses études à Paris.

Dès la fin du XIII^e siècle, nous disposons de centaines de noms d'étudiants vaudois, clercs ou laïcs, qui se sont expatriés pour étudier. Il n'y a pas d'Université en terre vaudoise, ni alentour. Au début, il faut aller loin : jusqu'à Bologne pour le droit, à Paris pour la théologie, à Montpellier pour la médecine... Au XV^e siècle apparaîtront des Universités plus proches, Dôle, Turin ou Bâle. On imagine sans peine ce que cela signifie : longs voyages, problèmes d'argent ou de sécurité, tentation aussi de poursuivre sa carrière sur place.

Cette nécessité de s'expatrier n'est que peu facilitée par des initiatives locales : il n'y aura pas de « collège vaudois » dans les grandes villes universitaires, ces institutions fondées par des princes ou des particuliers pour loger des étudiants – provenant souvent de la région du donateur – et abriter des cours. Les étudiants vaudois vivront avant tout de l'argent de leur famille ; l'aide non familiale se borne à l'obtention possible de postes ecclésiastiques dont ils pourront toucher le revenu sans avoir à les occuper.

Dès le XIV^e siècle, les universitaires occupent une place importante dans l'Église de Lausanne et dans l'administration savoyarde. Mais ils n'ont nulle part de monopole ; les juristes ou les médecins peuvent aussi bien être passés par l'Université, que formés sur place par un praticien qui les engage, un peu comme on le ferait d'un apprenti. S'il fallait parler d'enseignement supérieur vaudois au Moyen Age, il serait là, dans cet apprentissage local. On devrait peut-être y ajouter le Collège des Innocents, fondation épiscopale à Lausanne (1419), qui formait des clercs, mais seulement un ou deux par an en moyenne. C'est le cas aussi des écoles des Franciscains et des Dominicains de Lausanne, vraisemblablement réservées aux besoins propres des couvents.

L'enseignement élémentaire existait dans toutes les villes, mais pas, semble-t-il, à la campagne. Quelques écoles dépendaient de l'Église, comme celle de Romainmôtier ou celle de la Cité de Lausanne, mais la plupart étaient municipales. Elles apparaissent dans la première moitié du XIV^e siècle, en même temps que les administrations communales fixes. Elles vivent en partie de l'écolage payé par les parents, en partie de subventions communales. A l'origine, l'école se tient dans une maison louée, avec un maître au statut peu sûr, si bien qu'il ne reste pas longtemps. Ce sont en général de petits diplômés des facultés d'arts qui les acceptent, faute de mieux. Ils sont difficiles à trouver ; les villes chargent fréquemment un notable ou un clerc d'en recruter à l'étranger. La situation change vers le milieu du XV^e siècle : les villes – on le voit à Lausanne et Yverdon – achètent des bâtiments qu'elles aménagent pour les cours, le logement du maître et des pensionnaires. Dès lors, les maîtres commencent à faire carrière dans la même ville.

Les écoliers ont au moins 7 ans et sans doute guère plus de 12. Ce sont tous des garçons (nous savons qu'à Orbe jusqu'en 1546 il y avait une petite école pour les filles ; mais c'était une sorte de pensionnat privé). Il y avait dans ces écoles deux degrés, dont la durée nous est inconnue, comme l'essentiel des programmes. La classe inférieure se consacrait aux rudiments de la lecture, du calcul et de la liturgie ; la classe supérieure servait à apprendre à manier le latin et donnait sans doute une teinture des sept arts.

Chaque ville s'organisait comme bon lui semblait ; toutefois, il reste quelques traces de rencontres des maîtres vaudois, ainsi ceux d'Yverdon, Orbe, Moudon et Romont sont-ils reçus par la commune d'Yverdon en 1452. Si, faute d'enquête, la portée de ces rencontres nous échappe, elles semblent offrir au Moyen-Age une toute petite place dans l'histoire du système scolaire vaudois.